

INDE. PERSÉCUTION DES MINORITÉS ET RÉDUCTION DE L'ESPACE ACCORDÉ À L'OPPOSITION

AMNESTY INTERNATIONAL.

COMMUNICATION POUR LA 41^E SESSION DU
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, NOVEMBRE 2022

RÉSUMÉ

La présente communication a été rédigée en vue de l'Examen périodique universel (EPU) de l'Inde, qui se tiendra en novembre 2022. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations adressées à l'Inde lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne la ratification de la Convention des Nations unies contre la torture ; la prévention de la discrimination et de la violence à l'égard des femmes, des filles et des membres de minorités religieuses et de castes et tribus répertoriées ; la prévention des agressions visant les journalistes et les défenseur-e-s des droits humains ; la prévention des violences religieuses ; et les mesures visant à éviter le recours excessif à la force par les forces de sécurité.

L'organisation passe également en revue le cadre national de protection des droits humains, y compris plusieurs lois qui ont été modifiées et menacent les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, telles que la Loi relative à la prévention des activités illégales, la Loi relative à la réglementation des contributions étrangères et les Règles afférentes aux technologies de l'information (Directives intermédiaires et Code de déontologie des médias numériques), ou imposent des mesures discriminatoires aux personnes musulmanes ou LGBTI, comme la Loi portant modification de la loi sur la citoyenneté et la Loi relative à la protection des droits des personnes transgenres. Elle examine aussi la performance des commissions des droits humains au niveau fédéral et des États, ainsi que l'érosion croissante de leur pouvoir et de leur indépendance.

En ce qui concerne la situation en matière de droits humains sur le terrain, Amnesty International exprime des préoccupations dans plusieurs domaines : liberté d'expression et de réunion, défenseur-e-s des droits humains, discrimination fondée sur la caste, droit à la santé, droit à la vie privée, violence religieuse, privation arbitraire de nationalité, droits des peuples autochtones et droits des femmes.

La présente communication se termine par une série de recommandations à l'intention de l'Inde qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans le pays.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Depuis le troisième Examen périodique universel de l'Inde, qui a eu lieu en 2017, le gouvernement n'a guère avancé dans la mise en œuvre des recommandations qu'il avait acceptées.
2. Le gouvernement a accepté les recommandations relatives à la prévention de la discrimination et de la violence à l'égard des femmes et des filles¹, des membres de minorités religieuses² ainsi que des membres de castes et tribus répertoriées (*dalits* et *adivasis*)³. Néanmoins, les crimes motivés par la haine contre les groupes marginalisés se sont multipliés et leurs auteurs ont bénéficié de l'impunité⁴. Les autorités n'ont rien fait pour que les actes de violence contre les femmes et les filles soient convenablement enregistrés et fassent l'objet d'enquêtes sérieuses.
3. Le gouvernement s'est engagé à diligenter des enquêtes indépendantes sur toutes les affaires d'agressions contre des journalistes⁵. Malgré cela, des défenseur-e-s des droits humains, y compris des journalistes, ont régulièrement fait l'objet d'agressions et d'enquêtes menées au nom de lois antiterroristes pour avoir critiqué les autorités.
4. Le gouvernement a accepté de renforcer son travail en matière de prévention de la violence religieuse⁶. Or, il a attisé les différends religieux pour créer des tensions au sein de la population à des fins électorales.
5. Le gouvernement a approuvé les recommandations l'invitant à prendre des mesures adaptées pour éviter le recours excessif à la force par les forces de sécurité⁷. Les responsables de l'application des lois ont pourtant eu recours à une force injustifiée et excessive pour restreindre des manifestations pacifiques.
6. Le gouvernement s'est engagé à ratifier la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁸, et à accepter la visite de rapporteurs spéciaux et rapporteuses spéciales⁹. Les cas de torture et d'autres formes de mauvais traitements sont toujours courants en garde à vue et en détention provisoire, et aucune loi nationale n'a été votée pour que ces pratiques soient reconnues comme des infractions.

CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

Droit et normes internationaux relatifs aux droits humains et législation nationale

7. L'Inde a conservé des lois et adopté des modifications de lois existantes qui ne sont pas conformes à ses obligations au titre du droit international relatif aux droits humains. La modification apportée en 2019 à la Loi de 1955 sur la citoyenneté est discriminatoire envers les musulman-e-s¹⁰ et contrevient au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹¹.
8. En 2019, l'Inde a élargi le champ d'application de la peine de mort à l'agression sexuelle sur mineur-e avec circonstances aggravantes¹².
9. En raison des modifications apportées en 2019 à la¹³ Loi de 1967 relative à la prévention des activités illégales, un individu est susceptible d'être désigné comme « terroriste » sans que soit garantie l'équité des procédures pénales¹⁴.
10. La Loi de 2019 relative à la protection des droits des personnes transgenres présente une procédure administrative selon laquelle les personnes transgenres doivent obligatoirement avoir recours à une chirurgie de réassignation sexuelle pour bénéficier de la reconnaissance juridique de leur identité de genre.¹⁵
11. Les modifications apportées en 2020 à la Loi relative à la réglementation des contributions étrangères interdisent aux grandes organisations non gouvernementales (ONG) de transférer à des ONG locales des fonds obtenus auprès de donateurs étrangers¹⁶.
12. Les Règles de 2020 afférentes aux technologies de l'information (Directives intermédiaires et Code de déontologie des médias numériques), adoptées sans consultation publique adéquate et en dépit des procédures en instance devant plusieurs tribunaux, restreignent de manière abusive le droit à la liberté d'expression, violent le droit à la vie privée en permettant la censure des réseaux sociaux, des services par contournement et d'autres plateformes numériques, et facilitent la surveillance illégale par les autorités¹⁷.
13. En Inde, les institutions œuvrant en faveur des droits humains aux niveaux fédéral et local poursuivent leurs activités avec des mandats réduits, des pouvoirs limités et parfois des capacités et des ressources restreintes¹⁸. La Commission

nationale des droits humains (CNDH) est empêchée d'enquêter sur des violations des droits humains commises par des membres des forces armées. La présidence de plusieurs commissions des droits humains locales est toujours vacante. Une modification apportée en 2019 à la Loi relative à la protection des droits humains expose encore davantage la CNDH aux ingérences politiques, ce qui contrevient aux Principes de Paris¹⁹.

14. Depuis le dernier examen, le gouvernement a accueilli le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits à l'eau et à l'assainissement²⁰ et accepté la demande de visite adressée par le rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement, mais n'a toujours pas répondu favorablement à 25 demandes de visites dont certaines datent de près de 30 ans, comme celle du rapporteur spécial sur la torture²¹.

SITUATION EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Liberté d'expression et de réunion

15. Des restrictions illégales et motivées par des considérations politiques continuent de peser sur la liberté d'expression et de réunion. Des médias indépendants, des journalistes et des militant·e·s des droits humains font l'objet de menaces et d'actes d'intimidation à travers une utilisation abusive de lois financières excessivement générales et la censure de reportages critiques du pouvoir²². Dans la région de Jammu-et-Cachemire, des journalistes ont été physiquement agressés par la police²³.
16. Le gouvernement continue d'utiliser des dispositions juridiques pour limiter de manière abusive les manifestations pacifiques. Des manifestant·e·s pacifiques ont été inculpés d'infractions au titre de la Loi relative à la prévention des activités illégales et du Code pénal indien²⁴, notamment d'atteinte au sentiment religieux²⁵ et de discours haineux²⁶. Les manifestant·e·s se sont également heurtés à l'utilisation d'une force excessive de la part de la police et à des violences commises par des acteurs non étatiques²⁷.
17. Après avoir révoqué l'autonomie de l'État de Jammu-et-Cachemire, pourtant garantie par la Constitution du pays, le gouvernement indien a ordonné un blocage des communications dans toute la région²⁸. Il a également coupé l'accès à Internet et à des réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter et WhatsApp dans d'autres États, dans le but de perturber les manifestations²⁹. La répression de l'opposition dans la région de Jammu-et-Cachemire s'est intensifiée au moyen d'une nouvelle politique relative aux médias, conçue pour mettre en avant la parole du gouvernement au détriment du journalisme indépendant³⁰.
18. Lors du confinement national instauré dans le cadre de la pandémie de COVID-19, plus de 50 journalistes ont été arrêtés ou inculpés en vertu de la législation d'exception pour « désinformation » et diffusion de « fausses informations »³¹.
19. Le gouvernement indien continue d'utiliser la Loi relative à la réglementation des contributions étrangères pour réduire au silence les ONG. Depuis le dernier examen de l'Inde, 6 683 ONG ont vu l'annulation des autorisations d'exercer qui leur avaient été délivrées aux termes de cette loi³². Les autorisations de nombreuses organisations et d'établissements universitaires de premier plan, dont Oxfam Inde, n'ont pas été renouvelées³³. En 2019, Amnesty International Inde a dû cesser ses activités après que l'État eut gelé ses comptes bancaires sans préavis³⁴.

Défenseur·e·s des droits humains

20. Les défenseur·e·s des droits humains continuent de subir des menaces, des actes d'intimidation et de harcèlement, ainsi que des agressions de la part d'acteurs étatiques et non étatiques, qui agissent en toute impunité³⁵. Des défenseur·e·s des droits humains sont régulièrement harcelés dans le cadre de procédures pénales engagées contre eux pour des raisons politiques, et les journalistes sont contraints de travailler dans des conditions dangereuses³⁶.
21. Seize militant·e·s des droits humains réclamant justice pour des atteintes présumées aux droits des *dalits* et des *adivasis* ont été arrêtés entre 2018 et 2021 par l'Agence nationale d'enquêtes, le principal organe indien de lutte contre le terrorisme, sur la base d'accusations fallacieuses liées au terrorisme³⁷.

Discrimination ethnique et fondée sur la caste

22. Des crimes inspirés par la haine, notamment des violences à l'égard des *dalits*, des *adivasis* et de minorités religieuses, ont été perpétrés en toute impunité. Plus de 50 000 crimes et délits contre des membres des castes répertoriées³⁸ et plus de 8 000 contre des membres des tribus répertoriées³⁹ ont été signalés en 2020⁴⁰.

23. En Inde, les personnes en détention provisoire constituent les deux tiers de la population carcérale, et les *dalits*, les *adivasis* et les musulmans y sont surreprésentés⁴¹.
24. Des membres des castes dominantes continuent de recourir à la violence, y compris sexuelle, pour punir, humilier et affirmer leur pouvoir sur les femmes et les filles *dalits* et *adivasis*⁴².

Droits à la santé, au travail et à la sécurité sociale

25. La gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement indien a mis au jour les faiblesses du système public de santé⁴³. Les agent·e·s de santé locaux ont été contraints de travailler de longues heures dans des conditions déplorables, au péril de leur santé, et n'ont reçu ni compensation adéquate ni équipement de protection⁴⁴.
26. Depuis mai 2020, de nombreux États ont suspendu les garanties juridiques dont bénéficiaient normalement les travailleuses et travailleurs, comme la réglementation des heures de travail et le droit de se syndiquer⁴⁵.
27. L'information erronée selon laquelle les musulmans seraient responsables de l'épidémie de COVID-19 a eu pour effet de priver ces personnes de soins de santé⁴⁶. D'autres populations marginalisées comme les migrant·e·s⁴⁷, les personnes LGBTI⁴⁸, les *dalits* et les *adivasis*⁴⁹ ont été exclues des dispositifs d'aide financés par le gouvernement.
28. Les autorités ont créé le fonds PM CARES pour financer les interventions dans les situations d'urgence, y compris la pandémie de COVID-19. Ce fonds a permis de collecter de fortes sommes auprès de citoyen·ne·s et d'entreprises mais n'est toujours pas soumis à une surveillance indépendante, en dépit des dispositions de la Loi sur le droit à l'information, entre autres⁵⁰.

Droit à la vie privée

29. La surveillance et l'interception de communications privées par le gouvernement sont un sujet d'inquiétude. En juillet 2020, le projet Pegasus, une initiative internationale d'enquête journalistique, a mis en lumière la surveillance illégale dont ont fait l'objet des citoyen·ne·s indiens au moyen du logiciel espion Pegasus, déployé, semble-t-il, par les autorités⁵¹.
30. La technologie de reconnaissance faciale a été utilisée par les autorités pour faire respecter les mesures de confinement dans le cadre de la pandémie de COVID-19, identifier les électeurs lors des élections municipales et maintenir l'ordre lors de manifestations, en l'absence de loi adaptée sur la protection des données⁵².

Violences religieuses

31. En l'absence de prévention de la part des autorités, des violences religieuses ont eu lieu dans tout le pays. Sous le gouvernement du Parti du peuple indien Bharatiya Janata, les crimes motivés par la haine contre les musulmans et d'autres minorités ont augmenté. De nombreux hommes ont été lynchés et d'autres ont été blessés par des groupes auto-proclamés de protection des vaches⁵³. Bien qu'il lui ait été demandé d'enregistrer les crimes motivés par la haine au niveau national, le gouvernement ne les inclut pas dans ses statistiques annuelles sur la criminalité.
32. En 2020, dans le contexte de violences religieuses entre membres des communautés hindoue et musulmane survenues à Delhi, plus de 53 personnes ont été tuées et des centaines ont été déplacées, majoritairement des musulman·e·s⁵⁴.
33. Les autorités n'ont montré aucun empressement à traduire en justice les membres de la police et les responsables politiques soupçonnés d'avoir participé à des attaques de grande ampleur contre des minorités religieuses.
34. Le gouvernement fédéral et de nombreux États ont adopté des lois érigeant en infraction les mariages interconfessionnels consentis, le transfert de propriété entre personnes de confessions différentes, et la détention de viande bovine⁵⁵. Des responsables politiques de divers partis, et particulièrement du Bharatiya Janata, ont attisé les tensions religieuses en justifiant la discrimination et en appelant dans leurs discours à la haine et à la violence contre les musulmans⁵⁶.
35. Des personnes chrétiennes ou musulmanes sont sans cesse accusées d'avoir illégalement converti des gens à leur religion⁵⁷.

Privation arbitraire de nationalité

36. Les autorités de l'État de l'Assam ont publié le Registre national des citoyens, dont presque deux millions de personnes ont été exclues et risquent donc d'être placées en détention et de devenir apatrides. Leur seul recours

disponible contre l'apatridie est un organe quasi judiciaire, dont les procédures sont arbitraires et les décisions discriminatoires⁵⁸.

Droits des peuples autochtones

37. Des milliers de personnes, en particulier des *adivasis*, sont toujours susceptibles d'être expulsées de leurs logements et de leurs terres au bénéfice de grands projets industriels.
38. Les lois nationales ne reconnaissent pas pleinement les droits des *adivasis* en matière de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, sur les décisions qui concernent leur vie, notamment l'utilisation de leurs terres, de leurs territoires ou de leurs ressources naturelles⁵⁹.
39. Statuant sur une requête introduite par des groupes de protection de la nature, la Cour suprême a ordonné en 2019 l'expulsion de toutes les personnes habitant dans des forêts en Inde, après que leurs demandes de conserver leur habitat traditionnel eurent été rejetées par les États, qui les estimaient infondées au titre de la loi relative aux droits des personnes vivant traditionnellement en forêt. D'après le ministère des Affaires tribales, près de deux millions de familles sont menacées d'expulsion⁶⁰.

Droits des femmes

40. La discrimination et les violences faites aux femmes et aux filles sont omniprésentes. En 2020, plus de 371 503 affaires de violence contre des femmes, dont plus de 28 046 viols, ont été recensées⁶¹. Ces chiffres sont probablement sous-estimés, car la stigmatisation et la discrimination de la part de la police dissuadent les femmes de signaler les violences fondées sur le genre. Le gouvernement indien a refusé d'ériger en infraction le viol conjugal car, selon ses termes, cela risquerait de « déstabiliser l'institution du mariage »⁶².
41. Les femmes continuent de subir des violences sexuelles et domestiques, notamment de la part de leur mari ou d'autres membres de leur famille, ou du harcèlement sexuel sur leur lieu de travail, tandis que les auteurs jouissent toujours de l'impunité⁶³.
42. L'État du Karnataka a décidé d'interdire le port du voile (hijab) dans les écoles, ce qui a entraîné une vague de harcèlement à l'encontre des musulmanes dans le pays⁶⁴.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International appelle le gouvernement indien à prendre les mesures suivantes :

Droit et normes internationaux relatifs aux droits humains et législation nationale

43. Ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, que l'Inde a signée en 1997 et s'est engagée à ratifier lors de l'examen de 2017, et faire en sorte que la législation nationale définisse la torture conformément aux normes internationales.
44. Ratifier la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux, et la Convention n° 189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques.
45. Approuver le projet de principes et de lignes directrices des Nations unies sur l'élimination effective de la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance.
46. Restreindre l'application de la peine de mort aux « crimes les plus graves », c'est-à-dire à l'homicide volontaire, et mettre en place un moratoire officiel sur les exécutions à titre de première étape vers l'abolition de ce châtiment.
47. Modifier la Loi relative à la protection des droits humains en vue d'élargir l'autorité des commissions nationale et locales des droits humains pour renforcer leur travail de promotion des droits fondamentaux et faire en sorte qu'elles disposent du personnel et des ressources nécessaires et soient préservées de toute ingérence politique.
48. Renforcer la coopération avec les procédures spéciales des Nations unies et répondre positivement, sans plus tarder, aux requêtes formulées par les procédures spéciales de se rendre en Inde, notamment à celles du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et des rapporteurs et rapporteuses spéciaux sur la torture, sur les droits des peuples autochtones, sur le droit à la liberté d'expression, et sur les droits à la liberté de réunion et d'association.

Liberté d'expression et de réunion pacifique

49. Supprimer ou modifier les articles 124A, 295A, 298, 153A et 505 du Code pénal indien et les dispositions d'autres lois qui restreignent de façon abusive le droit à la liberté d'expression, comme la Loi relative à la prévention des activités illégales.
50. Veiller à ce que le recours aux technologies de surveillance, comme la reconnaissance faciale, respecte le droit à la vie privée et soit soumis à la supervision et à l'examen de l'autorité judiciaire.
51. Cesser de ralentir ou de bloquer la connexion à Internet et l'accès aux réseaux sociaux, ce qui constitue une restriction excessive et disproportionnée du droit à la liberté d'expression.
52. Cesser de museler la presse par l'intermédiaire de stratégies d'intimidation financière et libérer immédiatement les journalistes arrêtés pour avoir informé la population sur des sujets sensibles dans tout le pays.
53. Retirer la nouvelle politique relative aux médias dans la région de Jammu-et-Cachemire.

Défenseur-e-s des droits humains

54. Libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues uniquement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion, et abandonner toutes les poursuites engagées contre elles.
55. Diligenter sans délai des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales sur les menaces, les actes d'intimidation et les agressions visant des défenseur-e-s des droits humains.
56. Abroger la Loi relative à la réglementation des contributions étrangères et garantir le droit à la liberté d'association, qui comprend la capacité pour les organisations de la société civile de bénéficier de financements étrangers.

Discrimination et violence fondées sur la caste

57. En collaboration avec l'Autorité des services judiciaires nationale et celles des districts, ainsi qu'avec les centres de formation juridique au niveau national et des États, veiller à l'application effective de la Loi relative aux castes et tribus répertoriées (prévention des atrocités), notamment en formant et en sensibilisant les responsables de l'application des lois, les membres du parquet et le personnel judiciaire chargés de faire respecter cette loi au niveau des districts.
58. Faire en sorte que toutes les plaintes relatives à des atrocités commises en lien avec la caste soient enregistrées rapidement et de bon gré par les responsables de l'application des lois, au moyen de procès-verbaux introductifs, et que les agents de police ou de justice qui n'enregistreraient pas de procès-verbaux introductifs, n'enquêteraient pas ou n'enregistreraient pas d'acte d'accusation dans les délais impartis fassent l'objet de mesures judiciaires et disciplinaires pour négligence.
59. Rendre prioritaire la sensibilisation aux droits des femmes et des filles et garantir leur protection en accordant aux victimes une indemnité suffisante dans les meilleurs délais, ainsi qu'en leur permettant de bénéficier d'une réadaptation inclusive et durable au moyen d'un accompagnement psychosocial et professionnel.

Droit à la santé, accès à l'aide d'urgence et protection des droits au travail

60. Faire en sorte que toutes les personnes travaillant dans le secteur de la santé et exerçant des métiers essentiels aient une rémunération équitable, qui tienne compte des répercussions de leur métier sur leur santé et leur sécurité, des difficultés spécifiques liées à leur profession et de ses conséquences sur la vie familiale et personnelle, conformément au droit international relatif aux droits humains et aux normes en la matière.
61. Élaborer un plan visant à une dotation suffisante, en termes financiers et humains, du système public de santé, en augmentant le budget du secteur de la santé, en évaluant de façon détaillée les dépenses publiques nécessaires pour que chacun-e puisse jouir de son droit à la santé, et en prévoyant différentes possibilités de financement pour faire face à cette hausse des dépenses de santé publique.

Violences religieuses

62. Promulguer une nouvelle loi pour prévenir les violences religieuses collectives et ciblées et pour y répondre, en intégrant les principes internationaux relatifs aux droits humains concernant la hiérarchie et la chaîne de commandement, les recours et les réparations.
63. Prendre des mesures pour traduire en justice, dans le cadre de procès équitables et sans recourir à la peine de mort, les responsables présumés – y compris les personnalités politiques, membres de la police ou représentant-e-s du gouvernement – de violations des droits humains perpétrées par le passé lors de violences de grande ampleur contre des membres de minorités religieuses.
64. Mettre en place au niveau fédéral et des États un programme global de protection des victimes et des témoins, doté de ressources suffisantes et indépendant des services de l'État tels que la police.
65. Demander des comptes aux fonctionnaires qui appellent à la haine religieuse et incitent ainsi à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence.

Droits des femmes

66. Charger le gouvernement fédéral et les gouvernements locaux de mettre en place des procédures de fonctionnement normalisées, des codes de conduite et des mécanismes d'obligation de rendre des comptes à destination du personnel de police qui soient conformes aux normes internationales, afin que les personnes chargées d'enregistrer et de traiter les dossiers et de mener des enquêtes complètes et impartiales dans les affaires de violence à l'égard des femmes tiennent compte de la dimension de genre, et veiller à ce que les fonctionnaires qui ne le font pas aient à répondre de leurs actes.
67. Supprimer l'exception relative au viol conjugal de la définition du viol donnée par l'article 375 du Code pénal indien.
68. Ordonner à l'État du Karnataka de faire de l'éducation des filles une priorité et de protéger leur droit de porter le voile (hijab) au sein des établissements scolaires gérés par le gouvernement.

Droits des peuples autochtones

69. Modifier la législation existante pour inclure l'obligation de consulter les *adivasis* afin d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, pour toutes les décisions qui les concernent, y compris en modifiant la Loi relative à l'indemnisation équitable et à la transparence dans le domaine de l'acquisition des terres et à la réadaptation et à la réinstallation des personnes déplacées.
70. Ouvrir des enquêtes sur les atteintes aux droits humains subies par certaines populations dans le cadre de projets d'entreprises publiques et/ou privées, poursuivre en justice les responsables présumés et faire en sorte que toutes les victimes aient accès à des voies de recours efficaces et obtiennent réparation.
71. Exiger des compagnies minières publiques ou privées d'identifier, de prévenir et d'atténuer toute incidence négative de leurs activités sur les droits humains, y compris en évaluant leur impact sur les droits humains dans le cadre des procédures de diligence raisonnable.

Privation arbitraire de nationalité

72. Rétablir la nationalité des personnes dans les cas où il est possible de démontrer que la privation de leur nationalité constitue une violation de leurs droits humains.

ANNEX 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

In October 2020, Amnesty International India was forced to halt its operations after the Government of India froze its bank accounts without notice. As a result, Amnesty International India's website that housed the organization's fact-finding reports,

investigations, press releases, public statements and other relevant material on various human rights issues mentioned in this submission had to be pulled down due to lack of funds. For the purpose of this submission, Amnesty International is listing Amnesty International India's resources that are still available on the websites of other Amnesty International offices around the world.

"Justice under trial": A study of pre-trial detention in India, 12 July 2017, www.amnestyusa.org/reports/justice-under-trial-a-study-of-pre-trial-detention-in-india/

Amnesty International Report 2017/18: The state of the world's human rights, 22 February 2018, www.amnesty.org/en/documents/pol10/6700/2018/en

"Between Hate and Fear": Surviving Migration Detention in Assam, 23 November 2018, issuu.com/aiindia/docs/assam_digest/20

"Tyranny of a 'Lawless Law' India: Detention without charge or trial under the J&K Public Safety Act ", June 2019, kashmirscholars.files.wordpress.com/2019/06/amnesty-report-tyranny-of-a-lawless-law-2.pdf

"Designed to Exclude" - How India's courts are allowing Foreigners Tribunals to render people stateless in Assam, November 2019, www.amnesty.be/IMG/pdf/rapport_inde.pdf

India: "India: Citizenship Act protesters tortured in detention – new testimony", 16 January 2020, www.amnesty.org.uk/press-releases/india-citizenship-act-protesters-tortured-detention-new-testimony

India: "Women politicians face shocking scale of abuse on Twitter – new research" – 23 January 2020, www.amnesty.org.uk/press-releases/india-women-politicians-face-shocking-scale-abuse-twitter-new-research

India: "India's most vulnerable bear the brunt of COVID-19", 31 March 2020, www.amnesty.org.uk/indias-most-vulnerable-bare-brunt-covid-19

India: "Government in India must act as lives at risk in overcrowded detention centers in Assam" 7 April 2020, www.amnestyusa.org/press-releases/government-in-india-must-act-as-lives-at-risk-in-overcrowded-detention-centers-in-assam/

Amnesty International, Asia-Pacific: Human rights in Asia-Pacific – Review of 2019, 16 April 2020, pp 21-24, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa01/1354/2020/en/>

India: "Amnesty International India halts its work on upholding human rights in India due to reprisal from Government of India", 29 September 2020, www.amnesty.org/en/latest/news/2020/09/amnesty-international-india-halts-its-work-on-upholding-human-rights-in-india-due-to-reprisal-from-government-of-india/

Amnesty International Report 2020/2021: The state of the world's human rights, 7 April 2021, Index: POL 10/3202, 2021, pp 182-186, www.amnesty.org/en/documents/pol10/3202/2021/en/

"Situation Update and Analysis" - Jammu & Kashmir after one year of abrogation of Article 370 and change of status of the region, 5 August 2020, www.amnesty.be/IMG/pdf/jammu_and_kashmir_after_one_year_of_abrogation_of_article_370.pdf

"Exposed, Silenced, Attacked": Failures to Protect Health and Essential Workers During the COVID-19 Pandemic, 13 July 2020, Index: POL 40/2572/2020, www.amnesty.org/en/documents/pol40/2572/2020/en/

India: "Hyderabad 'on the brink of becoming a total surveillance city'", 9 November 2021, www.amnesty.org/en/latest/news/2021/11/india-hyderabad-on-the-brink-of-becoming-a-total-surveillance-city/

India: "Six months since Delhi riots, Delhi Police continue to enjoy impunity despite evidence of human rights violations", 28 August 2020, www.amnesty.org.uk/files/2020-08/Delhi%20Report%20Amnesty%20International%20India.pdf

Amnesty International Report 2021/2022: The state of the world's human rights, 29 March 2022, Index: POL 10/4870/2022, pp 190-193, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/4870/2022/en/>

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A12 Acceptance of international norms			
161.8 Finalize the efforts to ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, as well as other international instruments, as recommended by relevant treaty bodies (Bulgaria); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms A22 Cooperation with treaty bodies D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.5 Ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, as previously recommended (Botswana); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.6 Ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment urgently and in accordance with its commitments from the 2012 universal periodic review (Norway); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.7 Ratify, before the next universal periodic review cycle, the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Czechia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.9 Ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Greece) (Guatemala) (Italy) (Lebanon) (Montenegro) (Mozambique) (South Africa) (Sweden) (Turkey) (Ukraine) (United States of America);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.11 Ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and ensure that the instrument of ratification is consistent with the Convention (Australia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.16 Redouble its efforts to ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Republic of Korea);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.17 Speed up the process for the ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Israel);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.18 Advance towards the ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Chile);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.19 Consider completing the process of ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Burkina Faso);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.20 Complete the process of preparation for the ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Russian Federation);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.21 Intensify efforts to ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Denmark);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
<p>161.22 Strengthen national efforts towards the ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Indonesia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
<p>161.38 Ratify the Minimum Age Convention, 1973 (No. 138) and the Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182) of the International Labour Organization (Slovenia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>E32 Right to just and favourable conditions of work</p> <p>F33 Children: protection against exploitation</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - children 	Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.40 Consider acceding to the ILO Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182) (Uruguay);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>E32 Right to just and favourable conditions of work</p> <p>F33 Children: protection against exploitation</p> <p>S17 SDG 17 - partnerships</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - children 	Implemented
<p>161.39 Consider ratifying the ILO Domestic Workers Convention, 2011 (No. 189) (Uruguay);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>E32 Right to just and favourable conditions of work</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
<p>161.41 Ratify the international conventions to which it has committed itself (Madagascar);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
Theme: A21 National Mechanisms for Reporting and Follow-up (NMRF)			
<p>161.46 Put in place a specific mechanism for implementing previous accepted recommendations (Uganda);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A21 National Mechanisms for Reporting and Follow-up (NMRF)</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
Theme: A24 Cooperation with special procedures			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.45 Respond positively to visit requests by the special procedures of the Human Rights Council (Latvia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A24 Cooperation with special procedures</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented. It has received requests from 25 special procedures but has only hosted the Special Rapporteur on Environment since its last review.</p>
<p>Theme: A41 Constitutional and legislative framework</p>			
<p>161.72 Ensure that laws are fully and consistently enforced to provide adequate protections for members of religious minorities, scheduled castes, tribes and other vulnerable populations (United States of America);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)</p>			
<p>161.62 Adopt a national plan on human rights (Kenya);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: A51 Human rights education - general</p>			
<p>161.63 Expand the scope of the Right of Children to Free and Compulsory Education Act and promote human rights education in the school curriculum (Slovakia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A51 Human rights education - general</p> <p>E51 Right to education - General</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S04 SDG 4 - education</p> <p>Affected persons: - general - children</p>	<p>Not implemented</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A53 Professional training in human rights			
<p>161.66 In the spirit of its Constitution, which guarantees equal rights to all minorities, further invest in dedicated human rights training of police officials to register and investigate cases of discrimination and violence and to hold them accountable when they fail to do so (Finland);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A53 Professional training in human rights</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S04 SDG 4 - education</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - law enforcement / police officials 	Not implemented
<p>161.68 Strengthen capacity-building with regard to human rights for civil servants involved in the protection of women and girl and boy victims of violence and sexual abuse (Mexico);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>A53 Professional training in human rights</p> <p>F13 Violence against women</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S04 SDG 4 - education</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - women - children - girls - public officials 	Not implemented
Theme: B31 Equality & non-discrimination			
<p>161.75 Adopt laws and implement policies to suppress all forms of de facto discrimination against any person or group (Guatemala);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.69 Adopt a comprehensive national plan on inclusion in order to combat persisting inequality, paying particular attention to persons in vulnerable situations such as women, children, persons with disabilities and minorities (Honduras);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women - children - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons with disabilities 	Not implemented
<p>161.81 Continue the fight against discrimination, exclusion, dehumanization, stigmatization and violence suffered by scheduled castes (Peru);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - vulnerable persons/groups 	Not implemented
<p>161.82 Take urgent measures to repeal the norms that discriminate against castes, and investigate and sanction the perpetrators of acts of discrimination and violence against them, in particular against the Dalits (Argentina);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - vulnerable persons/groups 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.83 Take the necessary measures to ensure effective implementation of the Scheduled Castes and Scheduled Tribes Act, notably through the training of State officials (France);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>A53 Professional training in human rights</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - vulnerable persons/groups 	Not implemented
<p>161.70 Strengthen the national framework to reduce all kinds of discrimination (Iraq);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
<p>161.61 Continues its endeavours in promoting and protecting the human rights of all its citizens in an inclusive manner (Nepal);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
Theme: B52 Impunity			
<p>161.99 Prevent and pursue through the appropriate judicial means all violent acts against religious and tribal minorities, Dalits and lower castes (Holy See);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B52 Impunity</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - vulnerable persons/groups 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.100 Strengthen efforts for the prevention of cases of intercommunal violence (Russian Federation);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B52 Impunity</p> <p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups 	Not implemented
<p>161.80 Adopt measures to effectively protect transgender persons, including the implementation of the Transgender Persons (Protection of Rights) Bill (Israel);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI) 	Not implemented
Theme: B6 Business & Human Rights			
<p>161.90 Establish and implement regulations to ensure that the business sector complies with international and national human rights, labour, environment and other standards (Uganda);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>B6 Business & Human Rights</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
<p>161.95 Take appropriate measures to avoid the excessive use of force by security officers (Greece);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - law enforcement / police officials 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.96 Deepen the respect about principles of proportionality and necessity for armed forces and police (Peru);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - law enforcement / police officials - military staff 	Not implemented
Theme: D26 Conditions of detention			
<p>161.116 Improve prison conditions in order to ensure the rights and dignity of all those deprived of their liberty (Zambia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D26 Conditions of detention</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - persons deprived of their liberty 	Not implemented
Theme: D27 Prohibition of slavery, trafficking			
<p>161.125 Continue improving the national legislative framework on the rehabilitation of victims of trafficking (Ukraine);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D27 Prohibition of slavery, trafficking</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.117 Continue with relevant consultations and adopt a law on combating trafficking in persons (Belarus);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D27 Prohibition of slavery, trafficking</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.118 Continue the consultation process with all concerned parties to elaborate a new draft of the law against trafficking in persons (Cuba);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D27 Prohibition of slavery, trafficking</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.119 Continue and redouble its efforts to combat trafficking in persons and modern slavery, including through better law enforcement to end impunity for human traffickers and through initiatives aimed at destigmatizing and rehabilitating victims of trafficking (Liechtenstein);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D27 Prohibition of slavery, trafficking</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
Theme: D29 Domestic violence			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.211 Ensure effective implementation of the law on the protection of women against domestic violence (Gabon);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D29 Domestic violence</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.210 Strengthen the protection of women's rights in accordance with the Protection of Women from Domestic Violence Act and other relevant laws (Republic of Korea);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D29 Domestic violence</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>F11 Advancement of women</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.207 Punish domestic violence, as well as promote awareness-raising campaigns on gender violence, including "honour" crimes (Spain);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D29 Domestic violence</p> <p>F13 Violence against women</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.208 Reinforce the legal framework for the prevention of violence against women, including running a national awareness campaign and ensuring comprehensive investigation and prosecution in cases of domestic violence (Italy);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D29 Domestic violence</p> <p>F13 Violence against women</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
161.144 Continue its efforts to protect religious freedom and the rights of minority groups based on its Constitution and other relevant laws (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion A41 Constitutional and legislative framework G1 Members of minorities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.132 Continue to develop laws and make efforts to ensure freedom of religion and belief (Lebanon); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
161.88 Continue facilitating equal access to justice for all and provide legal aid, in particular to vulnerable groups, minority groups and marginalized people (Angola); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	D51 Administration of justice & fair trial B51 Right to an effective remedy G1 Members of minorities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - vulnerable persons/groups	Not implemented
161.149 Allocate appropriate resources to reducing backlog and delays in the administration of cases in courts (Ethiopia); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - judges, lawyers and prosecutors	Not implemented
Theme: D6 Rights related to name, identity, nationality			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.150 Promote and facilitate universal access to birth registration, especially for people living in extreme poverty, belonging to religious minorities or living in remote areas of the country, through the implementation of mobile units and carrying out awareness-raising campaigns (Mexico);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>D6 Rights related to name, identity, nationality</p> <p>A54 Awareness raising and dissemination</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S01 SDG 1 - poverty</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons living in poverty - persons living in rural areas 	Not implemented
Theme: E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation			
<p>161.160 Continue efforts and measures aimed at enhancing social security and labour policies, and expand the development model in rural areas (Egypt);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation</p> <p>E24 Right to social security</p> <p>E31 Right to work</p> <p>B41 Right to development</p> <p>S01 SDG 1 - poverty</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - persons living in rural areas 	Not implemented
Theme: E21 Right to an adequate standard of living - general			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.168 Continue its fight against poverty, lack of adequate food, safe water and sanitation, while paying special attention to the need to introduce a child rights-based approach in all policies (Bulgaria);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>E21 Right to an adequate standard of living - general</p> <p>E22 Right to food</p> <p>E26 Human Rights & drinking water and sanitation</p> <p>S01 SDG 1 - poverty</p> <p>S02 SDG 2 - hunger and food security</p> <p>S06 SDG 6 - water and sanitation</p> <p>E25 Human rights & poverty</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - children - persons living in poverty 	Not implemented
<p>161.154 Continue its programmes for the promotion of socioeconomic development, with a particular focus on the country's rights-based approach to food security targeting the most vulnerable groups (Sri Lanka);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>E21 Right to an adequate standard of living - general</p> <p>E22 Right to food</p> <p>S01 SDG 1 - poverty</p> <p>S02 SDG 2 - hunger and food security</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - vulnerable persons/groups 	Not implemented
<p>Theme: E23 Right to adequate housing</p>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.155 Implement a human rights-based, holistic approach to ensure access to adequate housing as well as to adequate water and sanitation, including for marginalized groups, Dalits, scheduled castes, the homeless, the landless, scheduled tribes, religious and ethnic minorities, persons with disabilities and women (Germany);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>E23 Right to adequate housing</p> <p>E26 Human Rights & drinking water and sanitation</p> <p>G1 Members of minorities</p> <p>S01 SDG 1 - poverty</p> <p>S06 SDG 6 - water and sanitation</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons with disabilities - vulnerable persons/groups - persons living in poverty - persons living in rural areas - children in street situations 	Not implemented
Theme: E24 Right to social security			
<p>161.158 Ensure the systematic functioning of all mechanisms for the delivery of financial and other forms of assistance to those in need which have been established within the framework of the National Social Assistance Programme (Russian Federation);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>E24 Right to social security</p> <p>E21 Right to an adequate standard of living - general</p> <p>A44 Structure of the national human rights machinery</p> <p>S01 SDG 1 - poverty</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - persons living in poverty 	Not implemented
<p>161.172 Implement further actions in promoting social and work security, as well as efforts to spread the country's growth model in rural areas (Uzbekistan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>E24 Right to social security</p> <p>E31 Right to work</p> <p>E25 Human rights & poverty</p> <p>S01 SDG 1 - poverty</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - persons living in rural areas 	Not implemented
Theme: E25 Human rights & poverty			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: E26 Human Rights & drinking water and sanitation			
161.170 Continue to increase access to safe and sustainable drinking water in rural areas and to improve sanitation coverage, especially for women and girls (Singapore); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	E26 Human Rights & drinking water and sanitation F1 Women S01 SDG 1 - poverty S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - general - women	Not implemented
Theme: E32 Right to just and favourable conditions of work			
161.174 Accelerate the process of consolidating existing labour laws to, inter alia, promote the right to equal opportunities for work and at work, as well as to achieve occupational safety (Zimbabwe); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	E32 Right to just and favourable conditions of work E31 Right to work S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work Affected persons: - general	Not implemented
Theme: E41 Right to health - General			
161.175 Increase public spending on the health sector in accordance with the 2017 National Health Policy and take further steps to strengthen health facilities (Kazakhstan); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	E41 Right to health - General A63 Budget and resources (for human rights implementation) S03 SDG 3 - health Affected persons: - general	Not implemented
Theme: F11 Advancement of women			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.194 Continue its efforts to ensure women's equal participation in the workforce and generate employment opportunities for women in rural areas (State of Palestine);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F11 Advancement of women</p> <p>E31 Right to work</p> <p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.205 Continue strengthening institutions to eliminate discrimination and violence against women, in particular sexual violence, and adopt specific measures to achieve gender equality in the labour market (Chile);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F11 Advancement of women</p> <p>E31 Right to work</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>F13 Violence against women</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.190 Strengthen the integration of the gender perspective in the formulation and implementation of policies (Colombia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F11 Advancement of women</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
161.193 Redouble efforts on ensuring gender equality and take measures to prevent gender discrimination (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	F11 Advancement of women F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S10 SDG 10 - inequality B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - women	Not implemented
161.204 Continue its efforts to promote the empowerment of women and to combat violence against women, in line with the recommendations of the Verma Committee (Brazil); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	F11 Advancement of women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women	Not implemented
161.222 Strengthen the adoption of socioeconomic programmes which promote the empowerment of women and their participation in public and political life (Angola); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	F11 Advancement of women F14 Participation of women in political and public life B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented
Theme: F12 Discrimination against women			
161.215 Enhance activities aimed at eliminating discrimination against women, which particularly affects women from lower castes (Kyrgyzstan); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Supported	F12 Discrimination against women B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women - vulnerable persons/groups	Not implemented
Theme: F13 Violence against women			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.199 Combat violence against women through effective legislation and law enforcement measures (China);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.59 Consider introducing laws to specifically prevent and prosecute "honour" killings and prosecute those that order or sanction violence against women (Namibia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.213 Redouble its efforts to enforce its legal provisions prohibiting harmful and discriminatory practices that violate the rights of women and girls (Liechtenstein);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F13 Violence against women</p> <p>B52 Impunity</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p> <p>- girls</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.200 Take more effective measures to protect and promote the rights of women and girls, as they continue to be subjected to widespread violence, discrimination and exploitation (Japan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F13 Violence against women</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women - children - girls 	Not implemented
<p>161.201 Take additional serious measures to eliminate violence against women and children, including sexual violence (Kyrgyzstan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F13 Violence against women</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women - children - girls 	Not implemented
<p>161.202 Continue and strengthen measures to prevent and repress offences and violence against women and girls, including through early childhood education, awareness-raising and enhancing effective mechanisms of reparation (Viet Nam);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F13 Violence against women</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>A54 Awareness raising and dissemination</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women - girls 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.197 Improve the enforcement of the legal provisions prohibiting harmful and discriminatory practices against women and girls, in particular child marriages, dowry-related murders and honour killings, and ensure that all women, without discrimination, have access to public services (Czechia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F13 Violence against women</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
Theme: F31 Children: definition; general principles; protection			
<p>161.216 Implement the Protection of Children from Sexual Offences Act to increase the protection of children from sexual abuse (Kenya);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- children</p>	Not implemented
<p>61.234 Introduce comprehensive and continuous public education, awareness-raising and social mobilization programmes on the harmful effects of corporal punishment (Liechtenstein);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F32 Children: family environment and alternative care</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>A54 Awareness raising and dissemination</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p> <p>- children</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.232 Develop specific guidelines for protection and support for victims of child sexual abuse and their families undergoing trial (Slovakia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F33 Children: protection against exploitation</p> <p>D51 Administration of justice & fair trial</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>Affected persons: - children</p>	Not implemented
<p>161.231 Continue strengthening institutions to protect children and adolescent girls and boys, with a view to eradicating child labour, sexual exploitation and the practice of child marriage (Chile);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F33 Children: protection against exploitation</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons: - children</p>	Not implemented
<p>161.218 Step up its efforts to eradicate child marriage and so-called "honour crimes" (Israel);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons: - children</p>	Not implemented
Theme: F34 Children: Juvenile justice			
<p>161.238 Take all appropriate measures in the implementation of the 2015 Juvenile Justice Act to give children aged 18 years and below an opportunity for rehabilitation (Botswana);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Supported	<p>F34 Children: Juvenile justice</p> <p>D51 Administration of justice & fair trial</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - children</p>	Not implemented
Theme: A12 Acceptance of international norms			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.12 Swiftly ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and its Optional Protocol, ensure that domestic legislation defines torture in line with international standards, and extend an invitation to the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment for an official visit to the country (Germany);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>A24 Cooperation with special procedures</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general</p>	Not implemented
<p>161.35 Accede to and fully align its national legislation with the Rome Statute of the International Criminal Court (Latvia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>B11 International humanitarian law</p> <p>B52 Impunity</p> <p>D51 Administration of justice & fair trial</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general</p>	Not implemented
<p>161.48 Accede to and adapt its national legislation to the Rome Statute, including incorporation of dispositions to swiftly and fully cooperate with the International Criminal Court (Guatemala);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>B11 International humanitarian law</p> <p>B52 Impunity</p> <p>D51 Administration of justice & fair trial</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.34 Ratify the Rome Statute of the International Criminal Court (Estonia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>B11 International humanitarian law</p> <p>B52 Impunity</p> <p>D51 Administration of justice & fair trial</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general</p>	Not implemented
<p>161.14 Ratify the Convention against Torture as soon as possible and further, ratify the Minimum Age Convention, 1973 (No. 138) and the Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182) of the International Labour Organization and the Optional Protocols to Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and the International Covenant on Civil and Political Rights and abolish the death penalty as recommended by the Law Commission of India (Ireland);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D1 Civil & political rights - general measures of implementation</p> <p>D23 Death penalty</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>E32 Right to just and favourable conditions of work</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>F33 Children: protection against exploitation</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general</p>	Not implemented
<p>161.1 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Estonia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D1 Civil & political rights - general measures of implementation</p> <p>D23 Death penalty</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.112 Establish a formal moratorium on the death penalty, with a view to ratifying the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Australia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D1 Civil & political rights - general measures of implementation</p> <p>D23 Death penalty</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.3 Ratify the Optional Protocols to the International Covenant on Civil and Political Rights, to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Guatemala);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D1 Civil & political rights - general measures of implementation</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.2 Consider adhering to the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty, and abolish the death penalty (Portugal);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D23 Death penalty</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.13 Proceed with early ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, as well as the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Japan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>D32 Enforced disappearances</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.15 Finalize the process of ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Kazakhstan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>D32 Enforced disappearances</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.29 Expedite efforts to ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance and the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Sierra Leone);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>D32 Enforced disappearances</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.10 Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (Portugal);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.28 Promptly ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families and the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Guatemala);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>G4 Migrants</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.23 Ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and its Optional Protocol and swiftly move ahead with the Prevention of Torture Bill (Estonia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.30 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Greece) (Ukraine);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D32 Enforced disappearances</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.31 Consider ratifying the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Burkina Faso);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D32 Enforced disappearances</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.32 Accede to and implement the 1954 Convention relating to the Status of Stateless Persons, the 1961 Convention on the Reduction of Statelessness, the 1951 Convention relating to the Status of Refugees and article 7 of the Convention on the Rights of the Child to end statelessness and guarantee nationality for affected children (Kenya);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D6 Rights related to name, identity, nationality</p> <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>G4 Migrants</p> <p>G5 Refugees & asylum seekers</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.33 Accede to and fully implement the 1954 Convention relating to the Status of Stateless Persons, the 1961 Convention on the Reduction of Statelessness and the 1951 Convention relating to the Status of Refugees (Slovakia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D6 Rights related to name, identity, nationality</p> <p>G4 Migrants</p> <p>G5 Refugees & asylum seekers</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.27 Consider ratifying the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Uruguay);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>G4 Migrants</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.42 Ratify other human rights conventions to which India is not yet a State party (Philippines);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
161.43 Ratify the international human rights instruments to which India is not a State party yet (Côte d'Ivoire); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
Theme: A13 Reservations			
161.4 Consider withdrawing the remaining declarations and reservations to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Rwanda); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	A13 Reservations F12 Discrimination against women S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - women	Not implemented
Theme: A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions			
161.250 Provide unhindered access to the United Nations and other international organizations, and accede to the call of the High Commissioner for Human Rights to allow an OHCHR fact-finding mission to "Indian-Occupied Kashmir" to investigate and report on the human rights situation there (Pakistan). Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions S17 SDG 17 - partnerships Affected persons: - general	Not implemented
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
161.24 Enact the Prevention of Torture Bill currently pending in the parliament in compliance with the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Turkey); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.25 Adopt the draft law on the prevention of torture and other forms of cruel, inhuman or degrading treatment or punishment by complying with established international norms (Madagascar);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general</p>	Not implemented
<p>161.26 Adopt the draft law on the prevention of torture and ensure that it complies with the provisions of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Senegal);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general</p>	Not implemented
<p>161.79 Repeal section 377 of the Indian Penal Code, which criminalizes same-sex conduct between consenting adults, and enact legislation consistent with the Supreme Court's recognition of the rights of transgender persons (Canada);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>D51 Administration of justice & fair trial</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	Implemented
<p>161.76 Repeal section 377 of the Indian Penal Code and ensure that consensual same-sex relations are not criminalized (Iceland);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.77 Take steps to end the criminalization of same-sex relations (Israel);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	Implemented
<p>161.78 Amend or revoke section 377 to decriminalize same-sex relations (Norway);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	Implemented
Theme: A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)			
<p>161.84 Establish a national action plan for combating hate crimes, racism and negative stereotypes against people of African descent inside its territory, including appropriate programmes of public awareness that will address the problem of racism and Afro-phobia, in full consultation with those particularly affected (Haiti);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)</p> <p>B32 Racial discrimination</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>Affected persons:</p> <p>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	Not implemented
Theme: B21 Right to self-determination			
<p>161.247 Immediately stop its atrocities and violations of human rights against the Kashmiri people, and allow them to exercise their right to self-determination through a free and fair plebiscite in accordance with the United Nations Security Council resolution (Pakistan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>B21 Right to self-determination</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
Theme: B31 Equality & non-discrimination			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.71 Intensify efforts to guarantee equality and non-discrimination in line with its international obligations by developing public human rights awareness programmes and taking concrete steps to advance the rights of women and girls, members of religious minorities, and lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons and to combat caste-based discrimination, including to: criminalize marital rape; decriminalize consensual same-sex relations; and establish appropriate policies and practices for registering, investigating and prosecuting violence against women, girls and members of religious minorities (Ireland);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>A54 Awareness raising and dissemination</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women - girls - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI) 	Not implemented
<p>161.101 Step up its efforts against caste-based violence, discrimination and prejudice, including by eradicating all forms of caste-based discrimination in the educational system (Czechia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>B31 Equality & non-discrimination</p> <p>S04 SDG 4 - education</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>E51 Right to education - General</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - vulnerable persons/groups 	Not implemented
Theme: B52 Impunity			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
161.97 Revise the Armed Forces (Special Powers) Act to bring it into compliance with the obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights, with a view to fighting impunity (Switzerland); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	B52 Impunity A41 Constitutional and legislative framework D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - military staff	Not implemented
161.248 Repeal the Armed Forces (Special Powers) Act and the Public Safety Act and take credible actions to end the prevailing culture of impunity in "Indian-Occupied Kashmir" (Pakistan); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	B52 Impunity A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.146 Take the necessary steps to ensure that all operations of intelligence agencies are monitored by an independent oversight mechanism (Liechtenstein); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	B52 Impunity A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.49 Bring into law the Prevention of Communal and Targeted Violence bill (2013) (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented
Theme: D23 Death penalty			
161.104 Abolish the death penalty (Mozambique); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
161.105 Consider the abolition of the death penalty (Greece); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.106 Consider imposing a moratorium on the application of the death penalty with a view to abolishing it (Namibia); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.107 Consider imposing a de facto moratorium on the use of the death penalty with a view to its total abolition (Rwanda); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.108 Establish a moratorium on executions as a first step towards the abolition of the death penalty (Belgium); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.109 Introduce an official moratorium on the death penalty (Lithuania); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.110 Establish a de jure moratorium on capital executions and commute the existing death sentences with a view to fully abolishing the death penalty (Italy); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.111 Consider establishing a moratorium on the death penalty with a view to its abolishment (Spain); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
161.113 Consider the establishment of a moratorium on executions during the process of consideration by the Government of the recommendations of the Law Commission of India on the issue of the abolition of the death penalty (Montenegro); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.114 Consider establishing a moratorium on the death penalty (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.115 Introduce a moratorium on executions with a view to abolishing the death penalty (France); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
161.74 Enact the Prevention of Torture Bill (South Africa); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
161.98 Review the Code of Criminal Procedure as regards the use of force by law enforcement officials, in particular section 46 (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - law enforcement / police officials	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.249 Immediately ban the use of pellet guns and hold accountable perpetrators who have used lethal force against unarmed civilians in “Indian-Occupied Kashmir” (Pakistan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>B51 Right to an effective remedy</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
Theme: D29 Domestic violence			
<p>161.209 Adopt a comprehensive law to combat all forms of violence against women, including domestic violence and marital rape (Honduras);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D29 Domestic violence</p> <p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			
<p>161.126 Strengthen efforts to guarantee freedom of religion and belief, especially by retracting so-called anti-conversion laws (Holy See);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.127 Take all necessary measures to protect the rights of persons belonging to religious minorities, and repeal laws which restrict religious conversion (Netherlands);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	Not implemented
<p>161.129 Repeal the requisite legislation to stop violence and discrimination against religious minorities (Kenya);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	Not implemented
<p>161.130 Take visible policy and other measures to ensure the freedom of religion and belief and address the alarming trend of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance including mob violence committed, incited and advocated by right-wing parties and affiliated extremist organizations against minorities, particularly Muslims, Christians, Sikhs and Dalits (Pakistan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p>B32 Racial discrimination</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.128 Abolish anti-conversion laws and grant access to justice to victims of religious violence and discrimination (Italy);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p>B51 Right to an effective remedy</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
<p>161.73 Take effective measures to combat rising instances of religious intolerance, violence and discrimination (Kazakhstan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups 	Not implemented
<p>161.133 Guarantee freedom of religion or belief by implementing existing laws to better protect individuals belonging to minority groups from hate speech, incitement to religious violence, discrimination on religious grounds and forcible conversions (Canada);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p>D43 Freedom of opinion and expression</p> <p>G1 Members of minorities</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups 	Not implemented
<p>Theme: D43 Freedom of opinion and expression</p>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.141 Carry out independent investigations in all cases of attacks against journalists (Lithuania);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D43 Freedom of opinion and expression</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - media 	Not implemented
<p>161.131 Ensure that any measure limiting freedom of expression, assembly and association on the Internet is based on clearly defined criteria in accordance with international law including international human rights law (Sweden);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D43 Freedom of opinion and expression</p> <p>D44 Right to peaceful assembly</p> <p>D45 Freedom of association</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - media 	Not implemented
<p>161.143 Guarantee freedom of expression, association and peaceful assembly for all individuals and promote meaningful dialogue that embraces and allows freely organized advocacy of diverging views by civil society (Canada);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D43 Freedom of opinion and expression</p> <p>D44 Right to peaceful assembly</p> <p>D45 Freedom of association</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
<p>161.142 Put an end to all curbs on freedom of expression and association (Pakistan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D43 Freedom of opinion and expression</p> <p>D45 Freedom of association</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.145 Bring all legislation concerning communication surveillance in line with international human rights standards and especially recommend that all communication surveillance requires a test of necessity and proportionality (Liechtenstein);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D43 Freedom of opinion and expression</p> <p>D46 Right to private life, privacy</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
Theme: D45 Freedom of association			
<p>161.136 Revise the Foreign Contribution (Regulation) Act to ensure benign working conditions for civil society in India (Norway);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D45 Freedom of association</p> <p>E32 Right to just and favourable conditions of work</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.135 Amend the Foreign Contribution (Regulation) Act to ensure the right to freedom of association, which includes the ability of civil society organizations to access foreign funding, and protect human rights defenders effectively against harassment and intimidation (Germany);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D45 Freedom of association</p> <p>H1 Human rights defenders</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>Affected persons:</p> <p>- human rights defenders</p>	Not implemented
<p>161.137 Improve the Foreign Contribution (Regulation) Act so that it could fund a broader scope of non-governmental organizations (Republic of Korea);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D45 Freedom of association</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.138 Ensure consistent, transparent application of the Foreign Contribution (Regulation) Act regulations to permit full exercise of the right to freedom of association (United States of America);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D45 Freedom of association</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.139 Review and amend the Foreign Contribution (Regulation) Act, which may restrict the access of NGOs to foreign financial assistance and lead to their arbitrary shut-down (Czechia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D45 Freedom of association</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
<p>161.140 Lift legal restrictions or hurdles to the work of civil society individuals or organizations and ensure that they can undertake their legitimate activities without fear of reprisals (Switzerland);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D45 Freedom of association</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>Affected persons:</p> <p>- general</p>	Not implemented
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
<p>161.148 Strengthen the independent functioning of the judiciary in order to reduce delays in judicial proceedings, enhance transparency of the processes and guarantee the right to speedy trial (Estonia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D51 Administration of justice & fair trial</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <p>- judges, lawyers and prosecutors</p>	Not implemented
Theme: D6 Rights related to name, identity, nationality			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.151 Ensure children's rights to acquire a nationality in accordance with article 7 of the Convention on the Rights of the Child, regardless of the parents' legal status or ethnicity (Slovakia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>D6 Rights related to name, identity, nationality</p> <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - children 	Not implemented
Theme: F13 Violence against women			
<p>161.51 Criminalize marital rape (Portugal) (Sweden);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women 	Not implemented
<p>161.52 Include a provision in its Penal Code criminalizing marital rape (Australia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.53 Remove the exception relating to marital rape from the definition of rape in the Indian Penal Code and criminalize "honour crimes" (Slovenia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.54 Remove the exception relating to marital rape from the definition of rape in section 375 of the Indian Penal Code (Belgium) (Iceland);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented
<p>161.55 Consider removing the exception relating to marital rape from the definition of rape in section 375 of the Indian Penal Code (Namibia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <p>- women</p>	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.56 Remove the exception of marital rape from the definition of rape in article 375 of the Penal Code, in line with the efforts already undertaken for the protection of women (France);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women 	Not implemented
<p>161.57 Criminalize all forms of sexual abuse of girls under 18 years of age, including marital rape and "honour crimes" (Zambia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women - girls 	Not implemented
<p>161.58 Take additional steps in criminalizing marital rape (Lithuania);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>B52 Impunity</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>161.203 Eliminate traditional harmful practices, such as the rising number of deaths due to dowry and burning of widows (Bahrain);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - women 	Not implemented
<p>161.206 Increase the resources so that female survivors of violence and domestic abuse can denounce the crimes with guarantees they will be not repeated (Spain);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>B52 Impunity</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women 	Not implemented
<p>161.195 Take urgent measures to put an end to harmful traditional practices such as so-called "honour killings", selective abortion on the basis of the sex of the fetus, sati, devadasi, early and enforced marriage, bringing the perpetrators to justice and guaranteeing assistance for victims (Argentina);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/10/Add.1</p>	Noted	<p>F13 Violence against women</p> <p>B53 Support to victims and witnesses</p> <p>E43 Access to sexual and reproductive health and services</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women 	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
161.196 Implement existing laws on all forms of violence and sexual violence against women and girls, including "honour" crimes, female feticide and female infanticide; expand the definition of rape and sexual assault to include marital rape; and end harmful practices such as child, early and forced marriage (Canada); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	F13 Violence against women B53 Support to victims and witnesses S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented
Theme: H1 Human rights defenders			
161.134 Enact a law for the protection of human rights defenders (Lithuania); Source of position: A/HRC/36/10/Add.1	Noted	H1 Human rights defenders A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders	Not implemented

¹ Conseil des droits de l'homme, Rapport du groupe de travail sur l'Examen périodique universel, Inde, Doc. ONU A/HRC/36/10, 17 juillet 2017, recommandations 161.51-58 (Portugal, Suède, Australie, Slovaquie, Belgique, Islande, Namibie, France, Zambie, Lituanie), 161.68 (Mexique), 161.71 (Irlande), 161.96 (Canada), 161.102 (Islande), 161.159 (Namibie), 161.195 (Argentine), 161.197-203 (Tchéquie, Grèce, Chine, Liechtenstein, Japon, Kirghizistan, Viêt-Nam, Bahreïn), 161.206-209 (Espagne, Italie, Honduras), 161.214-215 (Brésil, Chili).

² A/HRC/36/10, recommandation 161.72 (États-Unis d'Amérique).

³ A/HRC/36/10, recommandation 161.81 (Pérou).

⁴ Voir Rana Ayyub, "What a Rising Tide of Violence Against Muslims in India Says About Modi's Second Term", *Time*, 28 juin 2019, time.com/5617161/india-religious-hate-crimes-modi/.

⁵ A/HRC/36/10, recommandation 161.141 (Lituanie).

⁶ A/HRC/36/10, recommandation 161.100 (Fédération de Russie).

⁷ A/HRC/36/10, recommandation 161.95 (Grèce).

⁸ A/HRC/36/10, recommandations 161.5-9 (Botswana, Norvège, Tchéquie, Bulgarie, Grèce, Guatemala, Italie, Liban, Monténégro, Mozambique, Afrique du Sud, Suède, Turquie, Ukraine, États-Unis) ; 161.11 (Australie) ; 161.16-22 (République de Corée, Israël, Chili, Burkina Faso, Fédération de Russie, Danemark, Indonésie).

⁹ A/HRC/36/10, recommandation 161.45 (Lettonie).

¹⁰ Article 6 de la Loi sur la citoyenneté, 1955. Cette modification a été adoptée le 10 décembre 2019 malgré l'opposition de nombreuses organisations de la société civile et de citoyen-ne-s d'Inde, qui ont organisé des manifestations pacifiques.

¹¹ La haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a déclaré que « ces amendements aur[ai]ent un effet discriminatoire sur l'accès des personnes à la nationalité » ; l'article 2(1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques indique : « Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation » ; l'article 5 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale contraint les États à « garantir le droit de chacun à l'égalité devant la loi sans distinction de race, de couleur ou d'origine nationale ou ethnique [...] ».

¹² Le 5 août, le président de l'Inde, Ram Nath Kovind, a approuvé la modification de la Loi de 2019 relative à la protection des enfants contre les crimes sexuels. L'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) prévoit qu'« une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis ». En 2019, dans l'observation générale n° 36 sur l'article 6 (droit à la vie) du PIDCP, le Comité des droits de l'homme considère que « [l']expression "les crimes les plus graves" doit être

comprise de manière restrictive et s'entend uniquement des crimes d'une extrême gravité, impliquant un homicide intentionnel. Les crimes qui n'ont pas la mort pour résultat direct et intentionnel tels que la tentative de meurtre, la corruption et autres infractions économiques et politiques, le vol à main armée, les actes de piraterie, les enlèvements, les infractions liées à la drogue et les infractions sexuelles, bien qu'ils soient de nature grave, ne peuvent jamais servir de fondement, au regard de l'article 6, pour imposer la peine de mort », 3 septembre 2019, doc. ONU CCPR/C/GC/36, § 35.

¹³ Loi n° 28 de 2019 portant modification de la loi relative à la prévention des activités illégales (8 août 2019).

¹⁴ Dans une communication datée du 6 mai 2020, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ; le Groupe de travail sur la détention arbitraire ; le rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; le rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association ; la rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains ; le rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats ; le rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités ; le rapporteur spécial sur le droit à la vie privée et le rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, conformément aux résolutions 40/16, 42/22, 34/18, 41/12, 42/10, 35/11, 34/6, 27/2 et 40/10 du Conseil des droits de l'homme, ont écrit au gouvernement indien pour lui faire part de leur inquiétude quant à la compatibilité de la Loi de 2019 portant modification de la loi relative à la prévention des activités illégales avec les obligations de l'Inde au titre du droit international relatif aux droits humains et avec les normes internationales en matière de législation antiterroriste.

¹⁵ En 2015, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme avait recommandé que les États commencent immédiatement à « [établir], sur demande, des documents d'identité officiels qui indiquent le genre que préfèrent les personnes sans plus exiger des conditions abusives telles que la stérilisation, le traitement forcé ou le divorce ».

¹⁶ Loi n° 33 de 2020 portant modification de la loi relative à la réglementation des contributions étrangères (28 septembre 2020).

¹⁷ En avril 2016, le rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a publié une analyse juridique faisant valoir que la Loi relative à la réglementation des contributions étrangères n'était pas conforme au droit, aux principes et normes internationaux : voir *Analysis on international law, standards and principles applicable to the Foreign Contributions Regulation Act 2010 and Foreign Contributions Regulation Rules 2011*, 20 avril 2016, www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/FAssociation/InfoNoteIndia.pdf. En juin 2016, les rapporteurs spéciaux des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme, sur la liberté d'expression et sur la liberté d'association ont appelé le gouvernement indien à abroger la Loi relative à la réglementation des contributions étrangères, dont ils estimaient qu'elle était de plus en plus utilisée pour réduire au silence les organisations œuvrant en faveur de priorités civiles, politiques, économiques, sociales, environnementales ou culturelles, qui ne correspondaient pas nécessairement aux priorités du gouvernement. Voir Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, "UN rights experts urge India to repeal law restricting NGO's access to crucial foreign funding", 16 juin 2016, <https://news.un.org/en/story/2016/06/532302-un-rights-experts-urge-india-repeal-law-restricting-civil-society-access>. En octobre 2020, la haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a demandé au gouvernement indien de protéger les droits des défenseur-e-s des droits humains et « a exprimé en particulier ses regrets face au rétrécissement de l'espace réservé aux ONG de défense des droits de l'homme, qui se traduit notamment par l'application de lois rédigées en termes vagues qui limitent les activités des ONG et restreignent les financements étrangers ». Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, « Michelle Bachelet consternée par les restrictions imposées aux ONG de défense des droits de l'homme et les arrestations de militants en Inde », 20 juin 2016, <https://www.ohchr.org/fr/2020/10/bachelet-dismayed-restrictions-human-rights-ngos-and-arrests-activists-india>.

¹⁸ Ce texte réglemente les services dits « par contournement » comme les plateformes de streaming, ainsi que les plateformes d'actualités. Il permet de bloquer et de censurer du contenu sans que soit nécessaire un fondement législatif. Son introduction a également rendu obligatoire l'identification des personnes à l'origine de certaines informations diffusées sur les réseaux sociaux, brisant les règles du chiffrement de bout en bout et bafouant le droit au respect de la vie privée.

¹⁹ Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI), Rapport du Sous-comité d'accréditation, novembre 2017, <https://ganhri.org/wp-content/uploads/2019/11/SCA-Report-November-2017-FR.pdf> ; voir par exemple Mahtab Alam, "India's National Human Rights Commission is Defeating Its Own Purpose", *The Wire*, 14 octobre 2019, thewire.in/rights/nhrc-amit-shah-khushboo-chauhan-human-rights et Civicus, "India: The National Human Rights Commission not upholding its mandate or protecting the constitution", 1^{er} octobre 2020, www.civicus.org/index.php/media-resources/news/United-Nations/Geneva/4672-India-the-national-human-rights-commission-not-upholding-its-mandate-or-protecting-the-constitution.

²⁰ Loi n° 19 de 2019 portant modification de la loi relative à la protection des droits humains (27 juillet 2019) egazette.nic.in/WriteReadData/2019/208592.pdf.

²¹ L'Inde a reçu des demandes de la part du rapporteur spécial sur le racisme (dernière demande en mars 2017), du rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités (dernière demande en janvier 2018), de la rapporteuse spéciale sur les peuples autochtones (dernière demande en décembre 2017), de la rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains (dernière demande en juin 2018), du rapporteur spécial sur les substances toxiques et les droits de l'homme (dernière demande en février 2019), du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles (dernière demande en février 2018), de la rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels (dernière demande en janvier 2019), du rapporteur spécial sur la liberté d'expression (dernière demande en décembre 2018), du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine (dernière demande en novembre 2017), de la rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants (dernière demande en novembre 2018), de l'expert indépendant sur la solidarité internationale (dernière demande en janvier 2019), de l'expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (dernière demande en janvier 2020), de la rapporteuse spéciale sur la lèpre (dernière demande en octobre 2019), du rapporteur spécial sur l'environnement (dernière demande en mars 2020), du Groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'homme (dernière demande en février 2020), de la rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme (dernière demande en septembre 2020), du rapporteur spécial sur la torture (dernière demande en août 2021), du Groupe de travail sur les disparitions forcées (dernière demande en janvier 2022), de la rapporteuse spéciale sur la vie privée (dernière demande en février 2022), du rapporteur spécial sur l'esclavage (janvier 2022), du rapporteur spécial sur la liberté de réunion (novembre 2021), du rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté (octobre 2021), du Groupe de travail sur la détention arbitraire (février 2018), de la rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes (octobre 2021) et de l'expert indépendant sur l'ordre international (octobre 2021).

²² Depuis 2017, des journalistes s'expriment avec véhémence, comme Gauri Lankesh, Shujaat Bukhari, Sudip Datta Bhowmick et Shantanu Bhowmick ont été tués pour avoir réalisé des reportages critiques sur le nationalisme hindou, des heurts politiques violents et le conflit dans l'État de Jammu-et-Cachemire. Des *dalits* militant pour les droits humains, des journalistes et des étudiant-e-s ont subi menaces, arrestations et détentions prolongées pour avoir organisé des conférences sur les violences fondées sur la caste et des manifestations pacifiques contre Yogi Adityanath, Premier ministre de l'État de l'Uttar Pradesh. Des cinéastes indépendants, des responsables de l'opposition, des journalistes et plusieurs célébrités sont accusés de sédition pour avoir critiqué sur les réseaux sociaux et dans des lettres ouvertes le silence du gouvernement indien sur la hausse des crimes motivés par la haine contre des populations marginalisées. Des médias et des organisations non gouvernementales ont subi des perquisitions sur des présomptions d'évasion

fiscale et de détournement de fonds pour avoir rendu compte des abandons en masse de corps de victimes du COVID-19 sur les rives du Gange en raison du coût élevé des crémations et de l'aide aux victimes.

²³ Comité pour la protection des journalistes, "Jammu and Kashmir police assault journalists covering religious procession", 21 août 2021, cpi.org/2021/08/jammu-and-kashmir-police-assault-journalists-covering-religious-procession/.

²⁴ Article 124A.

²⁵ Articles 295A et 298.

²⁶ Articles 153A et 505.

²⁷ Amnesty International Inde, "India: Citizenship Act protesters tortured in detention – new testimony", 16 janvier 2020, www.amnesty.org.uk/press-releases/india-citizenship-act-protesters-tortured-detention-new-testimony.

²⁸ Al Jazeera, "India revokes Kashmir's special status", 4 septembre 2019, www.aljazeera.com/news/2019/9/4/india-revokes-kashmir-special-status

²⁹ Access Now, *Shattered Dreams and Lost Opportunities: A year in the fight to #KeepItOn*, mars 2021,

www.accessnow.org/cms/assets/uploads/2021/03/KeepItOn-report-on-the-2020-data_Mar-2021_3.pdf.

³⁰ Amnesty International Inde, *Situation Update And Analysis: Jammu and Kashmir after one year of abrogation of Article 370 and change of status of the region*, www.amnesty.be/IMG/pdf/jammu_and_kashmir_after_one_year_of_abrogation_of_article_370.pdf.

³¹ Voir par exemple Danish Raza, "India arrests dozens of journalists in clampdown on critics of COVID-19 response", *The Guardian*, 31 juillet 2020, www.theguardian.com/global-development/2020/jul/31/india-arrests-50-journalists-in-clampdown-on-critics-of-covid-19-response.

³² FCRA Online, Liste des annulations d'autorisation, https://fcraonline.nic.in/fc8_cancel_query.aspx (en anglais).

³³ BBC News, "Oxfam India says it's 'severely' hit by ban on foreign funds", 3 janvier 2022, www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-59856377.

³⁴ Dans une communication du 21 octobre 2020 adressée au gouvernement indien, le rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association et les rapporteuses spéciales sur la liberté d'opinion et d'expression et sur les défenseurs des droits de l'homme ont exprimé leur profonde préoccupation face au gel des comptes bancaires d'Amnesty International Inde au titre de la Loi relative à la réglementation des contributions étrangères, en représailles aux rapports véhéments de l'organisation sur la situation dans l'État de Jammu-et-Cachemire ainsi que sur les émeutes ayant eu lieu à Delhi en février 2020. Référence : AL IND 17/2020, spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=25633.

³⁵ Des militant-e-s pour les droits humains issus de la communauté autochtone *adivasi* ont été arrêtés en application de la Loi relative à la prévention des activités illégales pour avoir dénoncé des violations des droits fondamentaux commises par les forces de sécurité. De nombreux militant-e-s pour les droits humains et étudiant-e-s d'universités de tout le pays ont été placés en détention arbitraire sur la base de dispositions draconiennes du Code pénal indien et de la Loi relative à la sécurité nationale pour avoir critiqué les modifications apportées à la loi sur la citoyenneté. Les rapporteuses et rapporteurs spéciaux sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, sur les droits de réunion pacifique et d'association, sur les questions relatives aux minorités, sur les formes contemporaines de racisme, sur la liberté de religion et de conviction, sur la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, et sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ont demandé à l'Inde de libérer immédiatement les défenseur-e-s des droits humains arrêtés pour avoir manifesté contre la modification de la législation sur la citoyenneté. Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, "UN experts urge India to release protest leaders", 26 juin 2020, <https://www.ohchr.org/en/news/2020/06/un-experts-urge-india-release-protest-leaders?LangID=E&NewsID=26002>. Des militant-e-s ayant manifesté contre les trois lois sur l'agriculture ont été arbitrairement arrêtés par la police. Un grand nombre d'entre eux ont été torturés en garde à vue.

³⁶ Entre 2018 et 2021, 16 militant-e-s des droits humains ont été arrêtés aux termes de la Loi sur la prévention des activités illégales et de plusieurs articles du Code pénal indien pour avoir « mené une guerre contre le pays ». Toutes ces personnes avaient travaillé avec les populations les plus marginalisées d'Inde, comme les *dalits* et les *adivasis*, et avaient exprimé des opinions contraires aux propos du gouvernement. Deux d'entre elles ont été remises en liberté sous caution et une est morte en détention provisoire ; les 13 autres sont toujours incarcérées dans l'État du Maharashtra. L'un des 16 militant-e-s, Stan Swamy, 84 ans, est mort du coronavirus en prison, où il attendait que les tribunaux lui accordent une libération sous caution. Stan Swamy, prêtre jésuite et défenseur des droits tribaux, avait été arrêté par l'Agence nationale d'enquêtes en vertu de la Loi sur la prévention des activités illégales pour son implication présumée dans des violences qui s'étaient déroulées à Bhima Koregaon et ses liens supposés avec le Parti communiste indien (maoïste). Stan Swamy souffrait d'une forme avancée de la maladie de Parkinson et était soumis à des conditions de détention extrêmement mauvaises. En dépit de la dégradation de son état de santé, la justice ne lui a pas accordé de libération sous caution. Il est finalement décédé du COVID-19 en détention provisoire. Pendant son incarcération, l'Agence nationale d'enquêtes avait rejeté sa demande de gobelet muni d'une paille : il était en effet incapable de boire au verre en raison du stade avancé de sa maladie de Parkinson. Déclaration conjointe, Amnesty International, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Commission de la condition de la femme, Alliance mondiale pour la participation citoyenne, FIDH (dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme), Front Line Defenders, Commission internationale de juristes et Réseau international de solidarité avec les Dalits, *Déclaration sur le décès du défenseur des droits humains, Père Stan Swamy*, <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/statement-death-human-rights-defender-father-stan-swamy>.

³⁷ L'Inde occupe la 142^e place du Classement mondial de la liberté de la presse 2021 établi par Reporters sans frontières, qui estime qu'il s'agit de « l'un des pays les plus dangereux au monde pour les journalistes ». Reporters sans frontières, Classement mondial de la liberté de la presse – Inde, <https://rsf.org/fr/inde>.

³⁸ Gouvernement indien, ministère de l'Intérieur, Bureau national des statistiques sur la criminalité, *Crime in India 2020*, tableau 7A.2, 10 septembre 2021, www.ncrb.gov.in/sites/default/files/crime_in_india_table_additional_table_chapter_reports/TABLE%207A.2.pdf.

³⁹ Gouvernement indien, ministère de l'Intérieur, Bureau national des statistiques sur la criminalité, *Crime in India 2020*, tableau 7A.2, 10 septembre 2021, www.ncrb.gov.in/sites/default/files/crime_in_india_table_additional_table_chapter_reports/TABLE%207A.2.pdf.

⁴⁰ Certaines communautés *dalits* sont classées dans les castes répertoriées et certaines communautés *adivasis* dans les tribus répertoriées aux termes de la Constitution indienne.

⁴¹ Gouvernement indien, ministère de l'Intérieur, Bureau national des statistiques sur la criminalité, *Prison Statistics India 2020*, tableaux 2.10 D et 2.10 C, 24 décembre 2021, <https://ncrb.gov.in/en/crime-india>.

⁴² Voir par exemple BBC News, "Unnao rape case: Indian woman set on fire on way to hearing dies", 7 décembre 2019, www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-50697139 ; BBC News, Geeta Pandey, "Hathras rape case: Prisoners in their own home, lives on hold, a village divided", 29 septembre 2021, www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-58706861 ; Al Jazeera, Zafar Aafaq, "Dalit girl allegedly raped, killed and forcibly cremated in India", 4 août 2021, www.aljazeera.com/news/2021/8/4/dalit-girl-raped-forcibly-cremated-india-new-delhi ; et Outlook India, Rakhi Bose, "Adivasi Women Activists Still Stuck In Cycle Of Rape And Persecution In Maoist-hit Areas", 16 mars 2022, www.outlookindia.com/national/why-adivasi-women-activists-are-stuck-in-cycle-of-rape-and-persecution-in-maoist-hit-areas-news-187129.

⁴³ Les personnes vivant des régions rurales ont été touchées de façon disproportionnée en ce qui concerne le nombre de cas et de décès liés à la pandémie de COVID-19. Le manque de lits et d'appareils à oxygène ainsi que l'insuffisance des soins de santé élémentaires dans les régions rurales ont exacerbé la crise. Le fait que le gouvernement se repose de façon excessive sur des établissements de santé privés sans supervision ni obligation de rendre des comptes adéquates a entravé l'accès à des soins de santé de qualité. Le déséquilibre du ratio personnel soignant/patient-e-s et une pénurie constante de médecins, de spécialistes et de chirurgien-ne-s ont entraîné une grave défaillance du système de santé publique. Vibha Varshney, "Behind the curve: How COVID-19 exposed India's apathetic rural health infrastructure", *Down to Earth*, 20 juin 2021, www.downtoearth.org.in/news/health/behind-the-curve-how-covid-19-exposed-india-s-apatetic-rural-health-infrastructure-77393.

⁴⁴ Amnesty International, *Exposé, réduit au silence, agressé : Le personnel de santé et des autres secteurs essentiels confronté à un manque de protection criant en pleine pandémie de COVID-19*, 13 juillet 2020, www.amnesty.org/fr/documents/pol40/2572/2020/fr/.

⁴⁵ Les travailleuses et travailleurs du secteur informel, qui représentent plus des trois quarts de la main-d'œuvre en Inde, ont rencontré d'énormes difficultés car beaucoup ont perdu leur emploi ou ont vu leurs journées de travail passer de 8 à 12 heures. Voir par exemple Adil Bhat, "Suspension of Indian labour laws to hurt low-income workers", *The Diplomat*, 23 juillet 2020, thediplomat.com/2020/06/suspension-of-indian-labor-laws-to-hurt-low-income-workers/ et Nilena MS, "India's labour law reforms without social dialogue are of concern: ILO's Corinne Varsha", *The Caravan*, 9 décembre 2020, www.caravanmagazine.in/labour/india-labour-reforms-is-of-concern.

⁴⁶ En avril 2020, certains hôpitaux ont refusé des femmes enceintes ou des personnes atteintes d'un cancer parce qu'elles étaient musulmanes. Dans les mois qui ont suivi le confinement national instauré en mars, les réseaux sociaux et des groupes WhatsApp ont été inondés d'appels au boycott social et économique des musulman-e-s, ainsi que de fausses nouvelles et d'autres éléments de désinformation. Voir Oxfam Inde, "Securing Rights of Patients in India: Lessons from rapid surveys on peoples' experiences of Patient's Rights Charter and the COVID-19 vaccination drive", novembre 2021, <https://www.oxfamindia.org/knowledgehub/oxfaminaction/securing-rights-patients-india>.

⁴⁷ Amnesty International, "India's most vulnerable bear the brunt of COVID-19", 31 mars 2020, <https://www.amnesty.org.uk/indias-most-vulnerable-bare-brunt-covid-19>.

⁴⁸ Divya Trivedi, "COVID-19 and the plight of the transgender community", *Frontline*, 29 avril 2020, <https://frontline.thehindu.com/dispatches/article31463945.ece>.

⁴⁹ Campagne nationale pour les droits des *dalits*, *Delayed and Denied: Injustice in COVID-19 Relief*, http://www.ncdhr.org.in/wp-content/uploads/2021/05/PMGKY-Inclusion-Assessment_4-states-Ph-II.pdf.

⁵⁰ Sakhet Gokhale, "PM CARES Fund Now Has 'Independent Auditor' But Remains Beset by Lack of Transparency", *The Wire*, 19 juin 2020, <https://thewire.in/government/pm-cares-fund-now-has-independent-auditor-but-remains-beset-by-lack-of-transparency>.

⁵¹ Au moins 300 numéros de téléphone de défenseur-e-s des droits humains, de journalistes, d'avocat-e-s, de représentant-e-s de l'État et de personnalités politiques de l'opposition ont été potentiellement compromis. Le logiciel espion, qu'Amnesty International a pu examiner, a permis à des organes étatiques d'avoir connaissance de l'intégralité de l'activité de ces personnes sur leur téléphone, y compris leurs courriels, leurs fichiers, leurs listes de contacts, leurs informations de localisation et leurs messages instantanés. Il a également permis aux autorités d'enregistrer en secret des séquences audio et vidéo au moyen du microphone et de la caméra intégrés dans le téléphone. Le Parti du peuple indien Bharatiya Janata, alors au pouvoir, a retardé toutes les tentatives faites par des responsables de l'opposition siégeant au Parlement pour diligenter une enquête sur ces allégations. Le 27 octobre, la Cour suprême a ordonné la création d'une commission composée de trois membres pour mener une enquête indépendante sur l'utilisation du logiciel espion Pegasus aux fins d'une surveillance illégale. Amnesty International, *Forensic Methodology Report: How to Catch NSO Group's Pegasus*, 18 juillet 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/doc10/4487/2021/en/>.

⁵² Amnesty international, « Inde. Hyderabad est "sur le point de devenir une ville sous surveillance totale" », 9 novembre 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/11/india-hyderabad-on-the-brink-of-becoming-a-total-surveillance-city/>.

⁵³ L'outil de suivi « Halt the Hate » mis en place par Amnesty International Inde a enregistré 181 cas de possibles crimes de haine au premier semestre 2019, ce qui correspond à la plus forte augmentation de ce type d'infractions depuis 2015. Plus de deux tiers des victimes ont été ciblées parce qu'elles étaient *dalits*, et 40 % parce qu'elles étaient musulmanes. Dans 37 des cas signalés, les victimes ont été tuées. Dans 30 affaires, elles ont été violées ou agressées sexuellement. Entre janvier et juin 2019, 72 agressions par des foules ont été recensées. Trente-sept ont été commises sur des musulman-e-s, qui ont été lynchés dans cinq des cas, et vingt-huit sur des *dalits*, les victimes ayant été lynchées dans huit cas.

⁵⁴ Bien souvent, les agents de police se contentaient d'assister aux scènes de violence contre des minorités ou des manifestant-e-s pacifiques, voire perpétraient eux-mêmes ces violences. Voir Amnesty International Inde, "India: Six months since Delhi riots, Delhi Police continue to enjoy impunity despite evidence of human rights violations", 28 août 2020, <https://www.amnesty.org.uk/files/2020-08/Delhi%20Report%20Amnesty%20International%20India.pdf>.

⁵⁵ Loi de l'Uttarakhand n° 28 de 2018 relative à la liberté de religion (11 mai 2018) ; Loi de l'Himachal Pradesh n° 13 de 2019 relative à la liberté de religion (6 novembre 2019) ; Ordonnance de l'Uttar Pradesh n° 21 de 2020 sur l'interdiction de la conversion religieuse illicite (27 novembre 2019) ; Ordonnance du Madhya Pradesh n° 1 de 2020 sur la liberté de religion (9 janvier 2020) ; Loi du Gujarat portant modification de la loi relative à la liberté de religion ; Loi du Gujarat n° 17 de 2020 portant modification de la loi dite Interdiction de transfert de biens immobiliers et disposition pour la protection des locataires contre l'expulsion de logements situés en zone troublée (12 octobre 2020) ; Loi du Gujarat portant modification de la loi sur la protection des animaux, 2017 ; Ordonnance du Karnataka sur la prévention de l'abattage et la préservation du bétail, 2020 ; Loi n° 20 de 2019 relative à la protection des droits des femmes musulmanes dans le mariage (31 juillet 2019).

⁵⁶ Amnesty International Inde, "India: Six months since Delhi riots, Delhi Police continue to enjoy impunity despite evidence of human rights violations", 28 août 2020, www.amnesty.org.uk/files/2020-08/Delhi%20Report%20Amnesty%20International%20India.pdf.

⁵⁷ Selon le United Christian Forum, 2021 a été « l'année la plus violente » pour la communauté chrétienne en Inde. L'organisation a enregistré 486 cas de violences contre des chrétien-ne-s, liés pour la plupart à des appels à la haine contre cette communauté, qui aurait prétendument converti au christianisme des personnes d'autres religions. Voir <https://www.persecution.org/2022/01/01/2021-ends-violent-year-christians-india/>.

⁵⁸ Amnesty International Inde, *Designed to Exclude: How India's Courts are Allowing Foreigners Tribunals to Render People Stateless in Assam*, November 2020, http://www.amnesty.be/IMG/pdf/rapport_inde.pdf.

⁵⁹ Mayank Aggarwal, "Indian ministries want to limit public consultations that are necessary before approving projects", *Scroll.In*, 30 juin 2020, www.scroll.in/article/966004/indias-ministries-are-eager-to-dilute-the-public-consultation-clause-that-brings-accountability.

⁶⁰ "Amnesty Condemns SC Ruling on Evicting 10 Lakh Tribal Families", *The Quint*, 21 février 2019, <https://www.thequint.com/news/india/supreme-court-of-india-tribal-families- eviction-amnesty-statement>. Le 28 février 2019, la Cour suprême a suspendu sa décision et a enjoint aux États de remplir des déclarations écrites sous serment détaillant le processus ayant mené au rejet des demandes des habitant-e-s, appartenant ou non à des tribus, qui faisaient valoir leurs droits en matière de propriété en vertu de la loi les concernant. Après examen, le nombre de rejets des requêtes a considérablement diminué. Press Trust of India, "FRA cases: Review of rejected cases complete, number reduces considerably", 19 juin 2019, http://www.ptinews.com/news/10649553_FRA-cases--Review-of-rejected-cases-complete-number-reduces-considerably.

ASA 20/5491/2022

AVRIL 2022

LANGUE : FRANÇAIS

amnesty.org



⁶¹ Gouvernement indien, ministère de l'Intérieur, Bureau national des statistiques sur la criminalité, *Crime in India 2020*, tableau 3A.2, https://ncrb.gov.in/sites/default/files/crime_in_india_table_additional_table_chapter_reports/TABLE%203A.2.pdf.

⁶² "Criminalising Marital Rape Will Threaten the Institution of Marriage, Centre Tells Delhi HC", *The Wire*, 29 août 2020, <https://thewire.in/gender/criminalising-marital-rape-will-threaten-institution-marriage-centre-tells-delhi-hc>.

⁶³ En 2019, par exemple, Ranjan Gogoi, qui était alors président de la Cour suprême, a été accusé de harcèlement sexuel par une assistante. Les procédures prévues par la Loi relative à la prévention, à l'interdiction et à la répression du harcèlement sexuel des femmes au travail n'ont pas été respectées lorsque l'affaire a été jugée. La victime a alors cessé de participer à la procédure engagée. Voir aussi : "Nadia rape: CBI starts probe, victim's father says accused took body at gunpoint", *Hindustan Times*, 14 avril 2022, <https://www.hindustantimes.com/india-news/nadia-rape-cbi-starts-probe-victim-s-father-says-accused-took-away-body-at-gunpoint-101649876475546.html>. Tomas Chamorro-Premuzic & Avivah Wittenberg-Cox, "How the pandemic increased domestic abuse and sexual violence against women", *Forbes*, 27 mars 2021, www.forbes.com/sites/tomaspremuzic/2021/03/27/how-the-pandemic-increased-domestic-abuse-and-sexual-violence-against-women/?sh=6936f4e950a7.

⁶⁴ BBC News, "Hijab ban: Karnataka high court upholds government order on headscarves", 15 mars 2022, <https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-60300009>.